La société française est-elle en voie de fragmentation?

Olivier Galland / 29 mai 2019



C'est la thèse du dernier livre de Jérôme Fourquet, *L'Archipel français* (Seuil, 2019). La société française serait de plus en plus divisée en une multitude d'îlots identitaires principalement sous l'impact de trois phénomènes de fond : la dislocation de la matrice catholique, la sécession des élites et la rupture culturelle des catégories populaires qui lui répondrait[1]. Cette thèse fait débat, tant sur le fond que sur la manière dont la démonstration est conduite. Essayons de passer en revue les principaux points soulevés par cet essai qui peuvent prêter à controverse.

Tout d'abord, il faut reconnaître que Jérôme Fourquet manie avec dextérité un large ensemble de données très riches, données de sondages et d'enquêtes, analyses cartographiques, et d'un riche matériau des prénoms donnés depuis le début du 20e siècle qui alimente une large partie de sa thèse sur la « dislocation culturelle ». Ces données sont souvent très parlantes mais le tableau d'ensemble n'emporte pas vraiment ou pas totalement la conviction sur les points suivants.

La sortie du catholicisme

C'est pour l'auteur un point fondamental : la matrice judéo-chrétienne, condamnée à disparaître, « entraînera des bouleversements anthropologiques, sociologiques et idéologiques majeurs ». Les données sont bien connues et le livre n'apporte sur ce sujet rien de bien nouveau. La société française est effectivement aujourd'hui, sur bien des aspects, une des plus sécularisées d'Europe. Pour autant, l'auteur ne convoque pour sa démonstration que des indicateurs d'appartenance et de pratique et il laisse totalement de côté la question des croyances. Or ce qu'a mis en lumière, depuis déjà longtemps, la sociologie des religions, c'est la persistance d'un « croire sans appartenir » (*bielieving without belonging*), mise lumière notamment par la sociologue britannique Grace Davie. La dernière exploitation de l'enquête sur les valeurs des Français[2] le confirme. Claude Dargent, qui a exploité ces données pour la religion[3], montre que les croyances en une vie après la mort, dans le paradis, dans l'enfer, sont en progression et qu'elles sont partagées par les sans religion. De façon surprenante les jeunes y adhèrent plus que les plus âgés et ce n'est pas seulement un effet de la montée de l'islam (qui y contribue pour une part). Ces croyances se maintiennent à un haut niveau : 50% des Français disent toujours « croire en Dieu », 35% considèrent que Dieu est important dans leur vie et 19% croient même en un Dieu personnel. Claude Dargent conclut ainsi : « ces chiffres suggèrent donc bien un changement générationnel. Ils semblent indiquer que la grande défiance vis-à-vis de certaines croyances religieuses qui l'emportait jusqu'aux générations nées dans les années 1950 a laissé la place depuis les années 1960, et plus encore 1980, à une plus grande acceptation de ces fondements des grandes religions monothéistes ». À quel degré ces croyances sont-elles véritablement des croyances religieuses et à quel degré exercent-elles une influence sur les valeurs et la façon de concevoir la vie en société reste bien sûr une question ouverte. Mais passer purement et simplement la culture chrétienne par pertes et profits comme si le rideau était définitivement tombé semble un raccourci bien rapide. Lorsqu'on compare les systèmes de valeurs des sociétés européennes on ne peut manquer d'ailleurs d'être frappé par les contrastes qui subsistent entre les sociétés scandinaves protestantes et les sociétés catholiques, dont la France fait partie, sociétés pourtant toutes également sécularisées.

Jérôme Fourquet considère « qu'avec le déclin accéléré du catholicisme suivi de l'effondrement de la contre-société communiste, c'est tout l'édifice idéologique de la société française qui s'est trouvé déstabilisé ». Dans les deux cas pourtant, le déclin des institutions n'équivaut pas à la

disparition complète des idéologies et des cultures qu'elles ont promues. Par ailleurs, lorsqu'on étudie sur moyenne période l'évolution des valeurs (depuis 1981 avec les enquêtes Valeurs), on est frappé de voir qu'il n'y a pas de ruptures brutales, mais des évolutions graduelles, progressives, vers une société globalement plus tolérante, très nettement en tout cas sur la question des mœurs. Sur cette question, la société est beaucoup moins divisée qu'elle ne l'était il y a quarante ans.
N'y a-t-il pas une erreur de perspective à considérer, comme le fait Jérôme Fourquet, que l'individualisation (associée au recul du catholicisme), c'est-à-dire la volonté croissante d'autonomie, entraîne une « dislocation de la matrice culturelle commune » ? En effet cette volonté d'autonomie personnelle rassemble un nombre croissant de Français. Elle devient elle-même une valeur commune. L'enquête Valeurs montre notamment une spectaculaire convergence générationnelle à ce sujet[4]. Chacun revendique le droit de mener sa vie personnelle comme il l'entend, mais cela conduit aussi à reconnaître ce droit à tous les autres.
L'individualisation est mère de la tolérance. Bien sûr tous les Français ne partagent pas ces valeurs, mais ils sont de plus en plus nombreux à le faire et les clivages sociaux se sont plutôt réduits à ce sujet. En tout cas ils ne se sont pas aggravés.

La sécession des élites: une instruction à charge

C'est un des points forts du livre, et selon moi un des plus contestables. Jérôme Fourquet s'inspire d'Emmanuel Todd (*Après la démocratie*), et il faut reproduire la citation qu'il en donne, car toute sa thèse s'y trouve résumée : « Le monde dit supérieur peut se refermer sur lui-même, vivre en vase clos et développer, sans s'en rendre compte, une attitude de distance et de mépris vis-à-vis des masses, du peuple et du populisme qui naît en réaction de ce mépris ». Todd dénonce le libre-échange et une ploutocratie qui renonce à tout devoir de solidarité nationale en « *cherchant à se débarrasser de ses obligations fiscales et sociales* ». Jérôme Fourquet est plus prudent que son inspirateur dans la forme et ne reprend pas ses foucades polémiques, mais le fond est bien là.
Quelle est la thèse ? C'est celle du séparatisme social. En renonçant à côtoyer les classes populaires (le recul de la mixité sociale), les classes supérieures se replieraient sur un monde clos, socialement et culturellement homogène et de plus en plus coupé des « attentes et du système de valeurs des classes moyennes et des catégories populaires ». Mais, pour l'auteur cette coupure va encore plus loin, elle entame le sentiment d'appartenance nationale. Lisons-le : « C'est ainsi que de nombreux membres des catégories les plus favorisées éprouvent aujourd'hui davantage d'affinités avec les 'privilégiés' issus des pays voisins qu'avec leurs concitoyens les plus modestes. Et de fait pour une partie de l'élite sociale, le cadre national est aujourd'hui obsolète et le lien au pays n'est plus aussi fondamental qu'il l'était autrefois ». On a presque l'impression d'une réminiscence de la noblesse émigrée ayant fui le pays après la révolution de 1789.
Plusieurs choses sont contestables dans cette thèse. Tout d'abord, sur quels éléments empiriques s'appuie-t-elle ? Il s'agit essentiellement de faits structurels liés à la répartition des différentes catégories sociales sur le territoire et au phénomène bien connu de métropolisation. C'est un fait que les « villes globales », les grandes métropoles sont socialement plus homogènes qu'elles ne l'étaient il y a 40 ans et que le poids des cadres s'y est considérablement renforcé. Selon les propres chiffres produits par l'auteur, il n'est pas pour autant ultradominant : les cadres supérieurs représentent 46% de la population active résidant à Paris. Cette domination est encore moins nette dans les autres grandes villes françaises où le poids des employés et ouvriers est équivalent à celui des cadres à Lyon, et supérieur à Toulouse, Strasbourg et Nantes. Par ailleurs, Jérôme Fourquet oublie de signaler un fait de première importance : la transformation de la structure sociale (plus de cadres supérieurs et moyens, moins d'ouvriers) est un phénomène structurel indépendant de sa répartition géographique. Cette déformation par le haut de la structure sociale permet un accroissement de la mobilité sociale et offre à des enfants d'ouvriers la possibilité d'échapper à leur condition. Les catégories sociales ne sont pas des ensembles figés et hermétiques : il y a de la circulation entre elles.
Mais surtout la thèse est contestable sur un autre point : la lecture psychologisante qui est faite de

ces évolutions structurelles en prétendant dévoiler des *intentions* derrière ces tendances : la volonté de séparatisme, le mépris...qui dresse le portrait à charge des « élites ». On peut ajouter que la définition de ces fameuses élites est très floue. Par moments, on a l'impression qu'il s'agit des ultra-riches (les 1% de Piketty), mais à d'autres la catégorie paraît beaucoup plus large lorsque l'auteur parle, par exemple (p. 116), des créateurs d'entreprises et des professions libérales, mais « également des ingénieurs, autre composante des élites à la française » ou lorsqu'il évoque sans plus de précisions, « les catégories les plus favorisées ».

Pour instruire son dossier, l'auteur a-t-il rencontré des membres de ces élites ou consulté des enquêtes sur leurs opinions ? Non, leurs actes semblent suffire. À ce sujet, arrêtons-nous un instant sur une section du livre intitulée « l'exil fiscal : stade ultime de la sécession des élites ». Pour l'auteur la croissance de l'expatriation (qui est avérée) est le signe du recul du « sentiment de solidarité, mais aussi de responsabilité à l'égard de l'ensemble de la société – qui incombe traditionnellement aux élites » (p. 112). Pourtant, lorsqu'on se reporte à nouveau aux enquêtes Valeurs, on ne voit pas de signes de ce supposé recul du sentiment d'appartenance à la communauté nationale ou de recul du civisme fiscal, bien au contraire. Sur le premier point, dans le chapitre qu'elle y a consacré, Céline Bélot[5] montre que le sentiment d'appartenance nationale (mesuré à travers une question sur la fierté nationale) se renforce et qu'il y a une convergence croissante des différentes catégories de Français vers cette opinion (même si bien sûr il existe des divergences sur ce qui signifie « être français »). Par exemple, les plus diplômés n'étaient que 61% à se déclarer « fiers » d'être Français en 1981, ils sont maintenant 91%, tandis que les plus faiblement diplômés sont passés de 89% à 94%.

L'enquête Valeurs pose également depuis 1981 une question sur la justification de la fraude fiscale. La encore, la tendance est au net renforcement de la norme de civisme fiscal et à une convergence des Français à ce sujet. En 1981 les écarts étaient nets entre les Français les plus diplômés, plus laxistes, et les Français les moins diplômés, plus sévères. Sur une échelle de 1 (jamais justifié) à 10 (toujours justifié), les premiers se situaient en moyenne sur la valeur 4 tandis que les seconds se situaient à 2,4. En 2018, tout le monde a convergé autour de la valeur 2. Alors, bien sûr, il y a certainement des membres de l'élite qui pratiquent et justifient la fraude fiscale. Mais sont-ils suffisamment nombreux pour justifier l'assertion que les élites françaises ont fait sécession et ont renoncé à leurs responsabilités vis-à-vis de la Nation ? Le livre de Jérôme Fourquet n'en apporte en tout cas pas la preuve.

Le populisme comme réponse à la sécession des élites

Le vote pour le Front national (maintenant Rassemblement national) est ainsi analysé comme « un retournement du stigmate » de la part des classes populaires qui s'affranchiraient « du modèle et des injonctions portées par le courant majoritaire et dominant de la société française », à l'instar des électeurs de Trump votant « contre un *estalishment* qui les méprise » (125). Si l'on comprend bien l'idée, la sécession des élites, leur « dédain » et leur « morgue » à l'égard des « îles populaires ou périphériques » (p. 378) qu'elles abandonnent à leur triste sort est au fondement d'une « colère sourde » sur laquelle prospère le Rassemblement national. C'est un fait évident que cette colère, ce ressentiment fondé sur le sentiment d'être méprisé ou abandonné sont bien présents dans une partie de la société française. Ces sentiments existent bien et minent la société. Les faits qui les produisent sont-ils aussi clairs que semble le dire Jérôme Fourquet ? L'abandon, le mépris, la trahison des élites sont-ils des faits patents ? Encore une fois, cette lecture psychologisante, outre qu'elle est empiriquement mal établie, laisse un sentiment de malaise car elle semble renvoyer à une opposition ontologique irréductible entre les gagnants et les perdants qui ne pourrait trouver une issue que dans la violence.

[1] Le livre aborde d'autres thèmes, notamment une étude très fouillée de l'immigration, mais nous ne pouvons rendre compte dans cette chronique de l'ensemble de ces aspects.

[2] P. Bréchon, F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolution*,

Presses universitaires de Grenoble, 2019

[3] Dans la 6e partie du livre *La France des valeurs*, p. 223 et suivantes

[4] Voir « Libéralisme des mœurs : une progression qui s'accélère en 2018 », p. 101-107, dans *La France des valeurs*, op. cit.

[5] « Toujours plus fiers d'être Français ! Un sentiment partagé mais différencié », dans *la France des valeurs*, p. 54-59.